

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**


Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	49	26

N° de la séance : 38

Objet de la délibération : Direction Réseau
Envibus - Régie Autonome des Transports
- Protocole d'accord négociations
annuelles obligatoires

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2016.197

Date de la convocation :
Le 13/12/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **23 DEC. 2016**

de la réception s/Préfecture
en date du **22 DEC. 2016**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 décembre 2016

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Christophe ETORE, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Roger CRESP à Gilbert TAULANE, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Eric DUPLAY à Nathalie DEPETRIS, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Martine BONNEAU à Christophe ETORE, Michel BERTRAND à Michelle SALUCKI, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Marc DAUNIS, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Henri GANNARD, Michel MAZUET, Angèle MURATORI, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Marina LONVIS, Anne-Marie DUMONT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

En application des articles L. 2242-1 à L. 2242-14 du Code du travail, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a organisé les négociations annuelles obligatoires, au sein de la régie à simple autonomie financière.

Les négociations annuelles obligatoires se sont déroulées en quatre réunions paritaires, qui se sont tenues les :

- 17 octobre 2016
- 2 novembre 2016
- 17 novembre 2016
- 25 novembre 2016

Au cours des différentes réunions, l'employeur a présenté conformément à la réglementation, des informations regroupées dans le rapport social annuel – bilan de situation comparée 2015, notamment sur la situation financière, les effectifs, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'évolution des rémunérations, les accidents du travail, la durée du travail.

Aussi, et dans le prolongement des protocoles d'accord en date du 23 novembre 2012, du 31 mai 2013, du 23 décembre 2014 et du 21 décembre 2015 il est proposé au Conseil Communautaire d'adopter le protocole d'accord pour l'année 2017, dont le projet est joint en annexe.

Celui-ci s'applique à l'ensemble du personnel de droit privé de la régie à seule autonomie financière des transports publics de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et instaure, à partir du 1^{er} janvier 2017 :

- La fixation de la valeur du point applicable au personnel de droit privé de la régie à seule autonomie financière des transports publics de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis à 9.45 euros bruts ;
- La réactualisation de la grille des métiers ;
- L'accord sur l'égalité professionnelle, conclu pour une durée de trois ans ;
- L'accord sur l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi, pour une durée de trois ans.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :


- d'approuver le protocole d'accord des négociations annuelles obligatoires pour l'année 2017, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit protocole d'accord.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver le protocole d'accord des négociations annuelles obligatoires pour l'année 2017, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit protocole d'accord.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 décembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

ENTRE :

La **Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis** représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI, autorisé par délibération du Conseil Communautaire en date du 19 décembre 2016,

D'une part,

ET

L'organisation syndicale UNSA TRANSPORTS représentée par Madame Karine CHARBONNIER, en sa qualité de déléguée syndicale,

D'autre part,

PREAMBULE

Le présent accord est adopté, dans le prolongement des protocoles d'accord en date du 23 novembre 2012, du 31 mai 2013, du 23 décembre 2014 et du 21 décembre 2015 et conclu en application des articles L2242-1 à L2242-14 du code du travail relatifs aux négociations obligatoires.

Les négociations annuelles obligatoires se sont déroulées en quatre réunions paritaires, qui se sont tenues les :

- 17 octobre 2016
- 2 novembre 2016
- 17 novembre 2016
- 25 novembre 2016

Au cours des différentes réunions, l'employeur a présenté conformément à la réglementation, des informations regroupées dans le rapport social annuel – bilan de situation comparée 2015, notamment sur la situation financière, les effectifs, l'égalité entre les hommes et les femmes, l'évolution des rémunérations, les accidents du travail, la durée du travail.

A L'ISSUE DES NEGOCIATIONS, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Champ d'application territorial et professionnel

Le présent accord s'applique à l'ensemble du personnel de droit privé de la régie à seule autonomie financière des transports publics de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

Article 2 : L'égalité professionnelle

Article 2-1 : Le diagnostic

Le rapport social annuel 2015 met en évidence que pour un même travail, la régie à simple autonomie financière des transports assure l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes. Cette similitude est garantie par la grille unique de salaires. De la même manière, l'égalité professionnelle existante est pérennisée par le maintien de la grille des salaires par métier.

Métiers de la régie Transports	Coefficient Emploi
Chargé de clientèle	185
Responsable de la maintenance	200
Chargé de domaine	210
Responsable de gestion administrative et juridique	280
Responsable de production	300

Aucun poste n'ayant pu être créé en 2015, aucune évolution de carrière n'a été recensée. Aussi, le diagnostic ne peut être fait, mais l'indicateur sera suivi annuellement.

Il est cependant constaté qu'en matière d'effectifs, il ressort une disparité entre les hommes et les femmes. Les femmes composent 70 % des effectifs.

Article 2-2 : Les objectifs

Il est proposé de poursuivre la politique actuelle d'égal accès à chacun des métiers.

Cet accord sur l'égalité professionnelle est conclu pour une durée de 3 ans. Chaque année, une analyse par l'intermédiaire du rapport social annuel, permettra de suivre cette égalité.

Article 3 : L'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi

Article 3-1 : Le diagnostic

En 2015, seul un travailleur porteur de handicap a été recensé et ce, en dépit de la politique des ressources humaines menées en faveur de l'insertion professionnelles des personnes porteuses de handicap.

Article 3-2 : Les objectifs

Il est proposé de poursuivre la politique des ressources humaines d'insertion professionnelle par le biais des actions suivantes :

- Renforcer les partenariats avec les annonceurs spécialisés
- Participer au forum emploi handicap organisé à destination des travailleurs handicapés
- Garantir le maintien dans l'emploi grâce au partenariat avec l'AGFIPH
- S'engager à réaliser les aménagements nécessaires au maintien dans l'emploi et à la prise de poste des salariés porteurs de handicap
- Communiquer auprès des personnels en poste sur le pourquoi déclarer son éventuelle reconnaissance de travailleur porteur de handicap.

Cet accord sur l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs porteurs de handicap est conclu pour une durée de 3 ans. Chaque année, une analyse par l'intermédiaire du rapport social annuel permettra de suivre cette politique.

Article 4 : Valeur du point

A la date d'entrée en vigueur du présent accord, la valeur du point applicable au personnel de droit privé de la régie à seule autonomie financière des transports publics de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis évolue et passe de 9.35 euros bruts à 9.45 euros bruts.

Article 5 : Grille des métiers

Suite au recrutement d'un salarié au poste d'Assistant(e) de Direction, il convient de réactualiser la grille des métiers.

Cette grille se décompose désormais comme suit :

Métiers régie de transport	Coefficient
Chargé de clientèle	185
Responsable de la maintenance	200
Chargé de domaine	210
Assistant(e) de direction	210
Responsable de gestion administrative et juridique	280
Responsable de production	300

Article 6 : Application de l'accord

Article 6-1 : Entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017, et sera automatiquement applicable aux contrats de travail en cours.

Article 6-2 : Notification et dépôt

Conformément aux articles D.2231-2 et suivants du Code du Travail, le présent accord fera l'objet des mesures de publicités suivantes :

- Un exemplaire dûment signé de toutes les parties sera remis à chaque signataire ainsi qu'à chaque organisation syndicale représentative contre décharge ;
- Un exemplaire sera déposé au Greffe du Conseil des Prud'hommes compétent ;
- Un exemplaire sera déposé auprès de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, accompagné des pièces justificatives légalement prévues par les articles susvisés.

Il sera fait mention de cet accord sur les tableaux d'affichage prévus à cet effet.

Article 6-3 : Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et ses dispositions se substituent aux usages et accords antérieurs en vigueur au sein de la régie à seule autonomie financière des transports publics de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, en ce qui les concernent.

Article 6-4 : Dénonciation

Conformément aux dispositions de l'article L.2261-9 du Code du Travail, le présent accord pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties signataires en respectant un préavis de trois mois.

La dénonciation devra être notifiée aux autres parties signataires par lettre recommandée avec avis de réception et déposée auprès des services de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi pour la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le préavis commençant à courir à la date de ce dépôt.

Article 6-5 : Révision

Conformément aux dispositions des articles L.2267-1 et suivants du Code du Travail, le présent accord pourra être révisé. Chaque partie signataire peut demander la révision de tout ou partie de l'accord.

La partie qui demande la révision doit en avertir les autres signataires par lettre recommandée avec avis de réception et indiquer par un projet écrit les modifications souhaitées.

Cette révision prendra la forme d'un avenant au présent accord.

Fait à Sophia Antipolis, le
En quatre exemplaires originaux,

**Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,**

Jean LEONETTI
Président

Pour l'UNSA Transports,

Karine CHARBONNIER
Déléguée syndicale

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/12/2016
Numéro : CC_2016_197
Nature : DE - Deliberations
Objet : Régie Autonome des Transports - Protocole d'accord négociations annuelles obligatoires
Matière : 8.7 - Transports
Interlocuteur
Nom : PAVAN Corinne

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Lg5vvuQ

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 22/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161219-CC_2016_197-DE

Acte reçu

Date : 19/12/2016
Numéro interne : CC_2016_197
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Régie Autonome des Transports - Protocole d'accord négociations annuelles obligatoires
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161219-CC_2016_197-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20161219-CC_2016_197-DE-1-1_2.PDF